

point de vue et après avoir consulté l'aviation américaine sur l'emploi possible de l'Arrow, avait conclu qu'il ne serait pas économique d'utiliser cet appareil. Pas économique, monsieur l'Orateur, ou pas politique? Nos vendeurs n'ont peut-être pas été assez convainçants.

Le premier ministre a dit aussi que le CF-100 constituait encore une arme efficace pour défendre l'Amérique du Nord contre les avions de bombardement. Il aurait dû préciser davantage. Le CF-100 est-il encore efficace contre l'effectif total des Russes pour ce qui est des bombardiers pilotés. Ce n'est certes pas ce que veut laisser entendre le premier ministre.

Au vrai, il pourrait être efficace contre certains des bombardiers que la Russie possède actuellement, mais certes pas contre ses récents avions à réaction. De fait, l'Aviation a réclamé un nouveau modèle de CF-100, dont le nom devait être le Mark VI et qui devait être muni d'un dispositif de post-combustion pour augmenter sa puissance et être muni d'un projectile dirigé air-air. L'appareil devait combler la lacune entre le CF-100 actuel, maintenant utilisé dans les escadrilles, et le CF-105. Or une des premières initiatives qu'ait prises le gouvernement en arrivant au pouvoir il y a un an et demi, a été de rejeter cette réclamation.

L'illogisme de la déclaration du premier ministre semblait tenir au fait qu'il a jugé nécessaire de montrer l'aspect rationnel de la décision du gouvernement en parlant du coût fort élevé de l'Arrow. Les chiffres dont il s'est servi ne sont pas connus du commun des gens; ils semblaient avoir été cueillis au hasard. Nous demandons que le premier ministre en fournisse le décompte pour nous permettre de connaître les modalités de ce calcul et de savoir si de tels chiffres représentent bien le coût éventuel de l'entreprise, si elle avait été menée à bonne fin.

Plus loin dans sa déclaration, le premier ministre a déclaré que seuls les besoins de la défense gouvernent les approvisionnements de défense. Personne, j'en suis sûr, ne trouve à redire à cette thèse.

Évidemment, dans des circonstances économiques normales, on devrait s'en tenir aux seules nécessités d'ordre militaire. Mais, songeant qu'il y a aujourd'hui plus de chômage que jamais depuis les années 30 et que les ouvriers spécialisés de l'industrie aéronautique ne peuvent être absorbés dans aucune autre industrie, on se demande si le gouvernement n'aurait pas mieux fait de négocier quelques-uns de ces contrats de répartition de la production avec les États-Unis avant de renoncer à ce programme et, par là, de mettre à pied des milliers d'ouvriers. C'est

[L'hon. M. Hellyer.]

la manière de procéder qui, à notre avis, a été fort tragique.

Le premier ministre a été extrêmement direct dans sa déclaration. "Pour être franc, a-t-il déclaré, je dois dire que le gouvernement, ne peut, pour l'instant, confier une autre tâche aux entreprises qui ont travaillé à la réalisation de l'Arrow et de son moteur." Cette déclaration sans équivoque a été accueillie chaleureusement par certains journaux et un journal de Toronto l'a qualifiée de courageuse. Elle n'était pas courageuse mais cruelle. Elle était cruelle, impitoyable et d'une incroyable imprévoyance.

Si le gouvernement avait décidé que l'Arrow de la compagnie Avro ne constituait plus l'engin le plus important pour répondre aux nécessités de notre défense actuelle, nous aurions été obligés d'admettre cette décision, et il est nécessaire de s'y rendre, mais le fait que nous ne pouvons pas accepter, c'est qu'à une époque où, de toute évidence, les forces militaires ont un besoin fort urgent d'appareils de défense, le gouvernement au bout de 18 mois, a tout simplement annulé le contrat du jour au lendemain sans soumettre à un examen approprié les solutions de remplacement.

Nous déplorons vivement ce manque de réflexion et de consultation. La compagnie nous dit que depuis septembre dernier jusqu'à vendredi dernier à midi, le gouvernement n'a pas fait le moindre effort pour discuter la question avec elle afin de décider si elle devait continuer la fabrication ou si elle devait commencer ou non la production de nouvelles pièces d'armement, si elle devait fabriquer ou non quelque pièce d'équipement militaire conçue par les États-Unis, ou pour décider en fin de compte ce qu'elle devait faire. Le gouvernement n'a fait aucun effort pour s'entendre, autour d'une table de conférence, sur les moyens de récupérer et continuer à tirer parti d'avantages accumulés au prix de milliards de dollars et de nombreuses années de perfectionnement technique. Il semble incroyable qu'on puisse le lui reprocher, et si c'est vrai, nous aimerions que le premier ministre le dise.

Ce n'est pas que le gouvernement n'ait pas eu suffisamment de temps pour étudier cette question. Il est au pouvoir depuis assez longtemps pour avoir pris une décision. Dix-huit mois, ou même vingt, sont certainement suffisants pour évaluer les exigences militaires de notre pays, pour étudier notre position au sein de l'OTAN, et du NORAD, pour étudier en quoi devrait consister notre apport à la défense totale des communautés de l'Atlantique et comment nous devons agir pour l'assurer le mieux possible. Il va de soi qu'une décision positive s'impose, et qu'on ne peut se conten-